

dans Québec que dans l'Ontario. Je suis sûr que le ministre des Travaux publics (M. Stewart) comprendra l'importance de la question. J'ai beaucoup de sympathie pour le ministre, car je connais l'importance et la difficulté de ce travail. Si les conservateurs du gouvernement provincial et les libéraux du gouvernement fédéral se mettent à se contredire et à se chamailler, même l'ange Gabriel ne pourrait pas arriver à accomplir la besogne d'une façon satisfaisante. Le ministre des Travaux publics demeure dans une magnifique région laitière et je suis sûr qu'il approuverait la dépense nécessaire pour purger aussi vite que possible ces deux zones infectées dans la région où il habite. Le comité ne comprend peut-être pas pourquoi cette question m'intéresse tant. J'estimais que c'était une bonne chose lorsque le système a été inauguré, et dans tout ce qui a été fait j'ai eu tout l'appui voulu de l'honorable John Martin. Je pense qu'on pourrait obtenir la même collaboration, à cette époque avancée. Si l'on pouvait régler cette affaire, ce serait un bon point pour le ministre et son département; ce serait une garantie pour la santé du bétail et de la population de cette région.

L'hon. M. WEIR: Je crains que l'honorable député ne fasse erreur parce qu'il ne sait pas au juste ce que nous avons fait. Il prétend que nous avons concentré nos efforts dans la province de Québec, mais le fait est que le travail a été divisé justement et également entre les provinces et exécuté simultanément. Il est survenu des circonstances imprévues pour lesquelles nul n'est à blâmer, et on a découvert qu'il n'y avait pas assez de fonds pour terminer le travail dans une petite zone du comté de Leeds et une partie du comté de Grenville.

L'hon. M. MOTHERWELL: Ne s'est-on pas occupé de la région de Québec, ensuite?

L'hon. R. WEIR: On s'en est occupé en même temps.

M. DUPUIS: J'ai compris que le ministre avait dit que l'on avait constaté que le travail coûtait plus cher dans la province de Québec qu'il ne coûte dans l'Ontario.

L'hon. M. WEIR: Je ne crois pas avoir dit cela. Nous avons trouvé un fort pourcentage de cas de réaction positive dans Québec.

L'hon. M. MOTHERWELL: Ce qui entraîne un fort pourcentage de dépenses.

M. DUPUIS: Quel montant a été dépensé dans l'Ontario?

L'hon. M. WEIR: Je serai heureux de communiquer ce renseignement à l'honorable mem-

[L'hon. M. Motherwell.]

bre. On me dit que le pourcentage de cas positifs dans une partie de l'Ontario dépassait 30 p. 100.

M. DUPUIS: Combien y a-t-il de zones dans la province de Québec et combien sont encore à inspecter?

L'hon. M. WEIR: Il y a encore certaines zones à inspecter dans la province de Québec.

M. DUPUIS: Quelles sont-elles?

L'hon. M. WEIR: Une partie du Saguenay, où l'on doit faire une première épreuve, l'Assomption, pour la première épreuve; Saint-Hyacinthe, Bagot, Drummond, à l'ouest de la rivière Saint-François; Yamaska, à l'ouest de la rivière Saint-François; Richelieu, à l'est de la rivière Richelieu et Terrebonne. Je suis d'avis qu'on a plus dépensé dans Québec que dans l'Ontario.

M. DUPUIS: Est-ce parce qu'il s'y trouvait plus de sujets atteints?

L'hon. M. WEIR: Oui, et plus de bétail à tuberculiner.

M. DUPUIS: Le ministre est-il au courant des cas où des marchands de bestiaux ont été dans des villes, comme Toronto, acheter des bestiaux condamnés et les amener dans la province de Québec, pour les vendre comme animaux sains?

L'hon. M. WEIR: On me dit que cela ne s'est pas fait. On croyait que des tentatives seraient faites, et avis a été donné que le ministre prendrait des mesures pour prévenir des actes de cette nature.

M. DUPUIS: Je comprends que les inspecteurs sont des chirurgiens vétérinaires. Le ministre peut-il nous dire combien de ces inspecteurs, actuellement employés dans la province de Québec, sont originaires de cette province? Comme je comprends le ministre, plusieurs inspecteurs ont été pris dans d'autres provinces.

L'hon. M. WEIR: Il y en a qui inspectent actuellement dans la province de Québec et seront envoyés dans d'autres régions, une fois leur inspection terminée, et la même chose s'applique à l'Ontario. Je crois savoir à quoi songe l'honorable membre et c'est une des premières questions que j'ai discutées avec le vétérinaire directeur général en acceptant le portefeuille. Je me rends compte des difficultés qui surviennent quand un inspecteur de langue anglaise va dans l'étable d'un cultivateur canadien-français pour y poursuivre ses essais. Il ne peut expliquer son essai et, invariablement, ce sont les meilleures bêtes qui sont affectées. Les vaches produisant beaucoup sont affaiblies et plus susceptibles, mais le vétérinaire est incapable d'expliquer exactement ce qui se produit. Il ne peut davantage expliquer les pré-